

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, dass es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 9. April 2017

PHILIPPE

Von Königs wegen:

Der Minister der Justiz

K. GEENS

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/13079]

26 AVRIL 2017. — Loi réglant l'institution d'un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne en ce qui concerne le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers. — Erratum

Au *Moniteur belge*, n° 139 du 22 mai 2017, page 58612, à la note de bas de page, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes :

Sous note : Documents de la Chambre des représentants, remplacer les mots « 6-328/1 » par les mots « 54-2350/1 » ;

Insérer dans la note : « Sénat, (www.senate.be), Documents 6-328/1 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/13079]

26 APRIL 2017. — Wet houdende de regeling van de oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand voor wat de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen betreft. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad*, nr. 139 van 22 mei 2017, bladzijde 58612, moeten in de voetnoot volgende wijzigingen worden aangebracht :

Onder nota : Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers, de woorden "6-328/1" vervangen door de woorden "54-2350/1";

Voeg toe aan de nota : "Senaat, (www.senate.be), Stukken 6-328/1".

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/12993]

19 JUILLET 2017. — Décret relatif à l'offre de places dans les zones en tension démographique, aux subsides en matière de bâtiments scolaires, au programme prioritaire de travaux et au subventionnement des établissements d'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Article 1^{er}. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'article 24, § 1^{er}, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1^{er}. Tout pouvoir organisateur introduit une demande d'admission aux subventions d'un établissement d'enseignement maternel, primaire, fondamental ou secondaire – ordinaire ou spécialisé – ou d'une implantation d'enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement, qui comprennent notamment la remise d'un avis par le Conseil général de concertation.

Pour l'enseignement spécialisé, le Conseil général de concertation se réunit toute l'année, en fonction des demandes d'admission aux subventions qui lui parviennent.

Pour l'enseignement fondamental et secondaire ordinaire, le Conseil général ad hoc se réunit dans la dernière quinzaine du mois de février au plus tard.

Dans les deux mois à dater de la remise de l'avis du Conseil général, le Gouvernement se prononce sur l'admission aux subventions de l'établissement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si le pouvoir organisateur qui sollicite l'admission aux subventions sur la base d'un critère de tension démographique souhaite également répondre à l'appel à projets en matière d'infrastructures visé, selon le cas, à l'article 6, § 2, alinéa 3, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ou à l'article 2bis, alinéa 3, du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, la procédure prévue respectivement à l'article 6, § 2, alinéas 7 et suivants, du décret du 29 juillet 1992 précité ou à l'article 2bis, alinéas 7 et suivants, du décret du 13 juillet 1998 précité, se poursuit et le Gouvernement se prononce sur l'admission aux subventions et sur l'octroi des subsides en matière d'infrastructures au même moment.

Pour un établissement d'enseignement secondaire ordinaire souhaitant ouvrir un premier degré, la décision d'admission aux subventions intervient de telle sorte que les dispositions de l'article 79/5 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, soient respectées.

L'admission aux subventions est d'abord provisoire dès la première année de fonctionnement.

Pour l'enseignement secondaire ordinaire, l'admission aux subventions peut être confirmée, degré par degré, au terme de la 3^{ème} année scolaire de subventionnement du degré. Pour l'enseignement fondamental ordinaire et l'enseignement spécialisé, elle peut être confirmée si les conditions prévues respectivement à l'article 19 de l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et aux articles 195, § 1^{er}, et 208 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, sont respectées. L'admission aux subventions est confirmée par le Gouvernement. ».

Art. 2. L'article 24, § 2, alinéa 2, de la même loi est complété par les termes suivants :

« 16° se conformer aux dispositions du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire ou du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière;

17° le cas échéant, respecter les principes du décret du 17 décembre 2003 organisant la neutralité inhérente à l'enseignement officiel subventionné et portant diverses mesures en matière d'enseignement ou du décret du 31 mars 1994 définissant la neutralité de la Communauté française si un pouvoir organisateur de l'enseignement officiel subventionné ou libre subventionné non confessionnel adhère aux principes de ce décret. ».

Art. 3. Le § 2^{ter} de l'article 24 de la même loi est remplacé par un paragraphe rédigé comme suit :

« § 2^{ter}. Si un pouvoir organisateur ne se conforme pas à une ou plusieurs des dispositions relatives à l'octroi des subventions de fonctionnement, reprises au § 2, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours ouvrables scolaires à dater de cette mise en demeure, à se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et à rétablir la légalité.

Si, dans le délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur apporte la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, les subventions de fonctionnement continuent à lui être octroyées. Les services du Gouvernement devront néanmoins diligenter, dans un délai de 6 mois à dater de la réponse du pouvoir organisateur, une mission de contrôle afin de s'assurer que la ou les disposition(s) contrevenue(s) sont désormais bien respectées.

Si, à l'échéance du délai de trente jours ouvrables scolaires visé à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, le Gouvernement lui applique un retrait de 5 % des subventions de fonctionnement accordées conformément au § 2 et calculées sur la base des subventions octroyées lors de l'année scolaire précédente.

Si après 6 mois à dater de la décision de retrait de 5% des subventions de fonctionnement, le pouvoir organisateur n'a toujours pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer à la ou aux disposition(s) contrevenue(s) et pour rétablir la légalité, le Gouvernement peut suspendre l'octroi des subventions de fonctionnement pour une durée indéterminée.

Les subventions de fonctionnement sont rétablies par le Gouvernement à la date, actée par les Services du Gouvernement, à laquelle toutes les conditions de subventionnement auront été à nouveau respectées. ».

Art. 4. Les paragraphes 2^{quater} à 2^{sexies} de l'article 24 de la même loi sont supprimés.

Art. 5. Le § 7 de l'article 24 de la même loi est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 7. En ce qui concerne l'enseignement secondaire de plein exercice :

a) toute nouvelle création d'un degré, année d'études ou option, contraire aux règles de programmation prévues aux articles 24 et 25 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice ou aux normes de création à atteindre, a pour conséquence que les élèves fréquentant ce degré, cette année d'études ou cette option ne sont pas pris en considération pour le calcul des subventions de fonctionnement, du nombre total de périodes-professeurs et du cadre organique du personnel non chargé de cours. En tout état de cause, ce degré, cette année d'études ou cette option est fermé au terme de l'année scolaire concernée. A défaut, l'établissement perd le droit aux subventions de fonctionnement;

b) lorsqu'un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice subventionné tenu de procéder à la suppression d'une option, d'une année d'études ou d'un degré s'abstient de procéder à cette suppression, les élèves fréquentant ce degré, cette année d'études ou cette option ne sont pas pris en considération pour le calcul des subventions de fonctionnement, du nombre total de périodes-professeurs et du cadre organique du personnel non chargé de cours. En tout état de cause, ce degré, cette année d'études ou cette option est fermé au terme de l'année scolaire concernée. A défaut, l'établissement perd le droit aux subventions de fonctionnement. ».

Art. 6. L'arrêté royal du 27 avril 1982 relatif à l'application des sanctions prévues à l'article 24, § 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, tel qu'il a été modifié par la loi du 18 septembre 1981, est abrogé.

Art. 7. A l'article 43, § 4, de la loi précitée, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° mettre en œuvre la procédure de mise en demeure prévue à l'article 24, § 2^{ter} ».

*CHAPITRE II. — Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990
relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné
par la Communauté française*

Art. 8. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, il est inséré un chapitre IV^{bis}, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV^{bis}. – Du Fonds de création de places dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire »

Art. 13bis. § 1^{er}. Le Fonds de création de places ou de maintien de la capacité d'accueil dans les bâtiments scolaires de l'enseignement obligatoire constitue un service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Communauté française. Ce service est placé sous l'autorité directe du Ministre qui a les bâtiments scolaires dans ses attributions.

§ 2. Les ressources de ce fonds ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'appel à projets visé à l'article 6, § 2, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice et à l'article 2bis du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement. Elles servent à assurer:

- 1° le financement à hauteur de maximum 100% des projets du réseau de la Communauté française visant à renforcer la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement, à hauteur d'une dotation annuelle de 4.378.000 euros;
- 2° le financement à hauteur de maximum 100% des projets du réseau officiel subventionné visant à renforcer la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement, à hauteur d'une dotation annuelle de 7.935.000 euros;
- 3° le financement à hauteur de maximum 100% des projets de l'enseignement libre visant à renforcer la capacité d'accueil soit par l'extension ou la reconfiguration d'une infrastructure scolaire existante; soit par l'achat et l'aménagement d'un bâtiment ou d'un terrain qui n'était pas à usage scolaire en vue de l'affecter à l'enseignement, à hauteur d'une dotation annuelle de 7.687.000 euros .

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, sont adaptés à l'indice général des prix à la consommation au premier janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2017.

En vue de répartir de manière optimale les ressources existantes entre leurs membres et dans la mesure où leurs statuts le prévoient, les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs peuvent imposer que les projets introduits par les pouvoirs organisateurs qui leur sont affiliés ou conventionnés présentent un taux d'intervention inférieur à 100% et ne dépassent pas un plafond maximal d'intervention par projet.

§ 3. Dans le cadre des moyens prévus au § 2, 3°, pour bénéficier d'une subvention supérieure à 363.953,73 euros indexés à l'indice 180,04, indice général des prix à la consommation de janvier 2017, un pouvoir organisateur de l'enseignement libre subventionné doit céder ou faire céder par le propriétaire s'il ne l'est pas lui-même, sans contrepartie, le droit réel des bâtiments scolaires et/ou du terrain qui feraient l'objet de la subvention susvisée à une société de gestion patrimoniale, constituée sous forme d'ASBL, commune à l'ensemble des propriétaires d'écoles du même caractère soit unique pour la Communauté, soit constituée dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale et dans chaque province de la Région wallonne.

Chaque société de gestion patrimoniale a pour objet exclusif d'affecter les biens transférés à l'enseignement et établit son siège social dans son ressort territorial.

La société de gestion patrimoniale ne peut aliéner que les bâtiments qui ont été désaffectés aux fins d'enseignement par les pouvoirs organisateurs et affecte le produit de la vente à l'entretien, à l'achat ou à la construction de biens pour l'enseignement.

Chacune de ces sociétés est soumise au contrôle d'un commissaire du Gouvernement nommé par le Gouvernement. Celui-ci assiste à toutes les réunions des organes de gestion (conseil d'administration et assemblée générale) de l'ASBL et a pour mission de vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société. Toute aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de la subvention susvisée est soumise à son accord.

En cas de dissolution, leur patrimoine est cédé sans frais à une autre société de même caractère répondant aux conditions définies dans le présent article.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés. Par ailleurs, le Commissaire de Gouvernement se voit reconnaître les missions suivantes :

- veiller au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances, arrêtés et statuts;
- faire rapport au ministre de tutelle et au ministre du Budget sur toutes les décisions des organes de gestion qui risquent d'avoir une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française;
- remettre au ministre de tutelle et au ministre du Budget un avis écrit circonstancié lorsque le commissaire du Gouvernement les informe du fait qu'il a constaté des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'asbl ou qu'il a constaté un conflit d'intérêts.

A cette fin, dans le cadre de sa fonction, le commissaire de gouvernement :

- a accès à tout document qu'il juge utile,
- peut demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'il juge utile,
- est soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont il a connaissance.

Lorsque des dispositions légales relevant de l'autorité fédérale ou décrétales relevant de l'autorité régionale interdisent au propriétaire visé au § 1^{er} de céder certains des biens visés ou soumet cette aliénation à autorisation des pouvoirs publics, et qu'en outre il s'avère impossible d'obtenir modification des dispositions légales ou décrétales susdites ou autorisation des pouvoirs publics, le Gouvernement peut, sur proposition de la société patrimoniale concernée, autoriser l'intervention du fonds, moyennant conclusion d'un bail emphytéotique de la plus longue durée légalement autorisée avec la société patrimoniale.

§ 5. Dans le cadre de l'élaboration ou de l'ajustement du Budget de la Communauté française, le Gouvernement peut adapter le montant des dotations visées au § 2 à la baisse si :

- le tampon visé à l'article 6, § 2, alinéa 2, 1), du décret du 29 juillet 1992 précité et à l'article 2bis, alinéa 2, 1), du décret du 13 juillet 1998 précité est supérieur à 7% dans l'ensemble des zones ou parties de zone en tension démographique,
- ou si les réserves de fonds de création de places dans les bâtiments scolaires de l'enseignement non encore affectées à des projets représentent 250% d'une ou de plusieurs des dotations annuelles indexées. ».

CHAPITRE III. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 9. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les alinéas 1 à 4 de l'article 6, § 2, sont remplacés par les alinéas suivants :

« § 2. - Le Gouvernement met en place un monitoring au sein du Service général du Pilotage du Système Educatif concernant l'offre de places scolaires dans l'enseignement secondaire ordinaire.

En fonction des résultats de ce monitoring, le Gouvernement désigne annuellement, dans le courant du mois de septembre, une ou plusieurs zones ou parties de zone d'enseignement où l'offre de places scolaires est inférieure à la demande, ces zones ou parties de zone étant considérées comme étant en tension démographique. La détermination de ces zones ou parties de zone se base sur les critères suivants :

- 1° un tampon estimé de places disponibles dans les communes amenant à l'identification d'un nombre de places à créer dans chaque commune disposant d'au moins un établissement d'enseignement obligatoire, afin d'assurer une offre de places supérieure au nombre d'élèves scolarisés. Ce tampon est égal ou inférieur à 10% par rapport à la somme des places disponibles dans les écoles de la commune, telle qu'estimée par le Service général du Pilotage du Système Educatif;
- 2° un pourcentage d'exportation permettant d'identifier les communes scolarisant moins d'élèves que ceux domiciliés sur leur territoire. Ce pourcentage est supérieur ou égal à 10% par rapport au nombre d'élèves résidant dans la commune;
- 3° une distance en kilomètres séparant les centroïdes des communes exportatrices des centroïdes des communes sous le tampon visé au 1). Cette distance est inférieure ou égale à 10 kilomètres;
- 4° une année de référence pour laquelle les résultats sont générés. Cette année de référence correspond à 5 années supplémentaires à partir de l'année de détermination des zones ou parties de zone en tension démographique.

Dans les zones ou parties de zones déterminées sur la base des quatre critères repris à l'alinéa précédent, le Gouvernement fixe un objectif minimal de places à créer correspondant à la somme des places nécessaires pour atteindre un tampon d'au moins 7% dans chaque commune de celles-ci. Il lance, dans le courant du mois d'octobre, un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, selon le cas, à l'article 13bis, § 2, 1°, à l'article 13bis, § 2, 2°, et à l'article 13bis, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Seuls sont éligibles les projets situés dans une zone ou partie de zone en tension démographique et permettant l'ouverture d'au moins 25 places scolaires.

Le Gouvernement définit les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets.

Les critères de priorisation doivent permettre d'évaluer l'efficacité des projets proposés, notamment eu égard à leur environnement physique et au degré de tension démographique dans la zone ou partie de zone concernée ou l'évolution de celui-ci.

Les réponses à l'appel à projets sont remises par les organes de représentation et de coordination, ou à défaut par les pouvoirs organisateurs eux-mêmes, pour le 15 mars au plus tard.

Si un pouvoir organisateur souhaite répondre à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un établissement scolaire, la procédure prévue à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement s'applique en cas de demande d'admission aux subventions de cet établissement, et l'avis favorable du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ordinaire est joint à la réponse à l'appel à projets.

Pour le 15 mai au plus tard, les réponses à l'appel à projets sont analysées, d'une part, par l'administration en charge des infrastructures, et d'autre part, par les instances participant au monitoring visé à l'alinéa 1^{er}, chacun pour ce qui concerne ses compétences.

Les autorités visées à l'alinéa précédent soumettent ensuite leur analyse à l'avis de la Commission inter-caractère visée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux, ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

La Commission inter-caractère délivre son avis au Gouvernement pour le 15 juin au plus tard, en accompagnant cet avis de l'analyse de l'administration en charge des infrastructures et de l'analyse des instances participant au monitoring.

Le Gouvernement décide de l'octroi des subsides pour le 30 juillet au plus tard.

Si un pouvoir organisateur a répondu à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un nouvel établissement scolaire, le Gouvernement se prononce sur ces deux points pour le 30 juillet. ».

Art. 10. Dans le décret du 29 juillet 1992 précité, à l'article 16^{quater} (1), alinéa 1^{er}, les mots « ou dans des circonstances exceptionnelles liées à la construction de classes ou à un afflux soudain d'élèves » sont supprimés.

*CHAPITRE IV. — Dispositions modifiant le décret du 5 juillet 1993
portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé
par les pouvoirs publics*

Art. 11. Dans le décret du 5 juillet 1993 portant création de six sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics, l'article 8, alinéa 2, est remplacé par les alinéas suivants :

« Les commissaires assistent avec voix consultative aux réunions des organes de gestion de la société et disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions. Ces missions consistent à :

- veiller au respect de l'intérêt général, des lois, décrets, ordonnances, arrêtés et statuts;
- vérifier l'affectation à un usage scolaire des bâtiments gérés par la société;
- faire rapport au Gouvernement sur toutes les décisions qui risquent d'avoir une incidence sur le budget général des dépenses de la Communauté française;
- remettre au Gouvernement un avis écrit circonstancié lorsqu'ils ont constaté des faits graves et concordants susceptibles de compromettre la continuité de l'asbl ou qu'ils ont constaté un conflit d'intérêts;

A cette fin, dans le cadre de leur fonction, les commissaires :

- ont accès à tout document qu'ils jugent utile;
- peuvent demander l'inscription à l'ordre du jour de tout point qu'ils jugent utile;
- sont soumis à un devoir de discrétion quant aux informations dont ils ont connaissance.

Toute aliénation d'un bâtiment ayant bénéficié de la subvention susvisée est soumise à leur accord. Les commissaires disposent par ailleurs d'un droit de veto à l'encontre des décisions prises en violation des dispositions légales applicables à ces ASBL en matière d'affectation à l'enseignement des bâtiments transférés. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement*

Art. 12. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, l'article 2bis est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2bis. Le Gouvernement met en place un monitoring au sein du Service général du Pilotage du Système Educatif concernant l'offre de places scolaires dans l'enseignement fondamental ordinaire.

En fonction des résultats de ce monitoring, le Gouvernement désigne annuellement, dans le courant du mois de septembre, une ou plusieurs zones ou parties de zone d'enseignement où l'offre de places scolaires est inférieure à la demande, ces zones ou parties de zone étant considérées comme étant en tension démographique. La détermination de ces zones ou parties de zone se base sur les critères suivants :

- 1° un tampon estimé de places disponibles dans les communes amenant à l'identification du nombre de places à créer dans chaque commune disposant d'au moins un établissement d'enseignement obligatoire, afin d'assurer une offre de places supérieure au nombre d'élèves scolarisés. Ce tampon est égal ou inférieur à 10% par rapport à la somme des places disponibles dans les écoles de la commune, telle qu'estimée par le Service général du Pilotage du Système Educatif;
- 2° un pourcentage d'exportation permettant d'identifier les communes scolarisant moins d'élèves que ceux domiciliés sur leur territoire. Ce pourcentage est supérieur ou égal à 10% par rapport au nombre d'élèves résidant dans la commune;
- 3° une distance en kilomètres séparant les centroïdes des communes exportatrices des centroïdes des communes sous le tampon visé au 1). Cette distance est inférieure ou égale à 10 kilomètres;
- 4° une année de référence pour laquelle les résultats sont générés. Cette année de référence correspond à 5 années supplémentaires à partir de l'année de détermination des zones ou parties de zone en tension démographique.

Dans les zones ou parties de zones déterminées sur la base des quatre critères repris à l'alinéa précédent, le Gouvernement fixe un objectif minimal de places à créer correspondant à la somme des places nécessaires pour atteindre un tampon d'au moins 7% dans chaque commune de celles-ci. Il lance, dans le courant du mois d'octobre, un appel à projets à l'ensemble des pouvoirs organisateurs pour bénéficier des moyens prévus, selon le cas, à l'article 13bis, § 2, 1°, à l'article 13bis, § 2, 2°, et à l'article 13bis, § 2, 3°, du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Seuls sont éligibles les projets situés dans une zone ou partie de zone en tension démographique et permettant l'ouverture d'au moins 25 places scolaires.

Le Gouvernement définit les critères de priorisation et les modalités de l'appel à projets.

Les critères de priorisation doivent permettre d'évaluer l'efficacité des projets proposés eu égard notamment à leur environnement physique et au degré de tension démographique dans la zone ou partie de zone concernée ou l'évolution de celui-ci.

Les réponses à l'appel à projets sont remises par les organes de représentation et de coordination, ou à défaut par les pouvoirs organisateurs eux-mêmes, pour le 15 mars au plus tard.

Si un pouvoir organisateur souhaite répondre à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un établissement ou d'une implantation, la procédure prévue à l'article 24, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement s'applique en cas de demande d'admission aux subventions de cet établissement ou de cette implantation, et l'avis favorable du Conseil général de l'enseignement fondamental ordinaire est joint à la réponse à l'appel à projets.

Pour le 15 mai au plus tard, les réponses à l'appel à projets sont analysées, d'une part, par l'administration en charge des infrastructures, et d'autre part, par les instances participant au monitoring visé à l'alinéa 1^{er}, chacun pour ce qui concerne ses compétences.

Les autorités visées à l'alinéa précédent soumettent ensuite leur analyse à l'avis de la Commission inter-caractère visée à l'article 11 du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux, ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

La Commission inter-caractère délivre son avis au Gouvernement pour le 15 juin au plus tard, en accompagnant cet avis de l'analyse de l'administration en charge des infrastructures et de l'analyse des instances participant au monitoring.

Le Gouvernement décide de l'octroi des subsides pour le 30 juillet au plus tard.

Si un pouvoir organisateur a répondu à l'appel à projets dans le cadre d'une demande de création ou d'admission aux subventions d'un nouvel établissement ou d'une nouvelle implantation, le Gouvernement se prononce sur ces deux points pour le 30 juillet. ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

Art. 13. Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, l'article 124 est remplacé par ce qui suit :

« Article 124. - Dans l'enseignement subventionné, si la direction d'une école au sens de l'article 2 du présent décret n'est pas assurée par un membre du personnel subsidié et rémunéré par une subvention-traitement, le Gouvernement adresse au pouvoir organisateur une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à se conformer aux dispositions précitées et à rétablir la légalité. Le Gouvernement peut déléguer cette compétence à la ministre ou au ministre fonctionnellement compétent(e).

Si, à l'échéance du délai de trente jours calendrier visés à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur n'a pas apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice de 20 % des subventions accordées conformément à l'article 24, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

La période visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a apporté la preuve qu'il a pris les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions précitées et pour rétablir la légalité. ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions modifiant le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française*

Art. 14. Dans le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, l'article 6, § 4, est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 4. Pour ce qui concerne l'objectif 5° de l'article 4, les travaux subventionnés dans le cadre du présent décret ne peuvent avoir en aucune manière pour objectif de générer la création de nouvelles places dans l'implantation bénéficiaire, sauf dérogation du Gouvernement. Cette dérogation est automatique si la création de places porte sur une seule classe et n'est pas la finalité première du projet. ».

Art. 15. Dans le même décret, à l'article 7 est inséré un paragraphe 1^{er}/1, libellé comme suit :

« § 1^{er}/1. Un montant annuel de 4 millions d'euros est attribué, dans le respect des listes d'éligibilité visées à l'article 5, § 2, du présent décret, aux implantations à faible taux d'occupation, ainsi qu'aux implantations d'établissements en écart de performance, tels que visés à l'article 67/2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. Le Gouvernement définit la notion d'implantation à faible taux d'occupation, ainsi que les modalités de transmission au Gouvernement des données concernant les implantations visées par le présent alinéa.

Ce montant annuel est adapté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier de l'année concernée rapporté à l'indice général des prix à la consommation au 1^{er} janvier 2017.

Toutefois, si au 1^{er} septembre une partie de ce montant n'a pas encore été engagée, ce solde est ajouté aux crédits annuels prévus à l'article 7 du présent décret. ».

Art. 16. Dans le décret du 16 novembre 2007 précité, à l'article 7, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 3, le mot « scolaire » est inséré entre les mots « la population » et les mots « de l'enseignement secondaire artistique »;
- il est ajouté un nouvel alinéa 4, rédigé comme suit : « Pour l'enseignement libre subventionné, les crédits visés au § 1^{er} et à l'alinéa 2 du présent paragraphe sont répartis en trois enveloppes : celle des écoles affiliées ou conventionnées à la Fédération de pouvoirs organisateurs de caractère confessionnel, celle des écoles affiliées ou conventionnées à la Fédération de pouvoirs organisateurs de caractère non confessionnel, et celle des écoles qui ne sont ni affiliées ni conventionnées à la Fédération de pouvoirs organisateurs de leur caractère. ».

CHAPITRE VIII. — *Entrée en vigueur*

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2017, sauf les articles 8 et 15, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 2017.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances,
I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 491-1. – Rapport 492-2.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juillet 2017.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/12993]

19 JULI 2017. — Decreet betreffende het aanbod van plaatsen in zones met demografische spanning, de subsidies in verband met schoolgebouwen, het prioritaire programma voor werken, en de subsidiëring van de inrichtingen voor leerplichtonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving,*

Artikel 1. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt artikel 24, § 1, vervangen door de volgende paragraaf :

“§ 1. Elke inrichtende macht dient een aanvraag om toelating tot subsidies van een inrichting voor - gewoon of gespecialiseerd - kleuter-, lager, basis- of secundair onderwijs of van een vestiging voor gewoon kleuter-, lager of basisonderwijs, volgens door de Regering nader te bepalen regels, die inzonderheid het uitbrengen van een advies door de algemene overlegraad moeten inhouden.

Voor het gespecialiseerd onderwijs, vergadert de algemene overlegraad gedurende het gehele jaar voor het onderzoeken van de aanvragen om toelating tot subsidies die hem worden voorgelegd.

Voor het gewoon basis- en secundair onderwijs, komt de bevoegde algemene raad uiterlijk tijdens de tweede helft van de maand februari bijeen.

Binnen de twee maanden te rekenen vanaf het uitbrengen van het advies van de algemene raad, spreekt de Regering zich uit over de toelating tot subsidies van de inrichting.

In afwijking van het vorige lid, indien de inrichtende macht die de toelating tot subsidies volgens een criterium in verband met de demografische spanning aanvraagt, ook wenst te antwoorden op de oproep voor infrastructuurprojecten, bedoeld, naargelang van het geval, in artikel 6, § 2, derde lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, of in artikel 2*bis*, derde lid, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt de procedure, respectief bepaald in artikel 6, § 2, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 of in artikel 2*bis*, zevende lid en volgende leden, van het voormelde decreet van 13 juli 1998, voortgezet, en spreekt de Regering zich gelijktijdig uit over de toelating tot subsidies en over de toekenning van infrastructuursubsidies.

Voor een inrichting voor gewoon secundair onderwijs die een eerste graad wenst te openen, wordt de beslissing tot toelating tot subsidies genomen met inachtneming van de bepalingen voor artikel 79/5 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De toelating tot subsidies is eerst voorlopig reeds vanaf het eerste werkingsjaar.

Voor het gewoon secundair onderwijs, kan de toelating tot subsidies, voor elke graad, worden bevestigd op het einde van het derde schooljaar waarin de graad wordt gesubsidieerd. Voor het gewoon basisonderwijs en het gespecialiseerd onderwijs, kan ze worden bevestigd indien voldaan wordt aan de voorwaarden die respectief bepaald zijn in artikel 19 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, en in de artikelen 195, § 1, en 208, van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs. De toelating tot subsidies wordt door de Regering bevestigd.”.

Art. 2. Art. 24, § 2, van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende woorden :

“16° zich schikken naar de bepalingen van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs of van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan;

17° in voorkomend geval, de beginselen naleven van het decreet van 17 december 2003 houdende organisatie van de neutraliteit eigen aan het gesubsidieerd officieel onderwijs en houdende diverse maatregelen inzake onderwijs of van het decreet van 31 maart 1994 houdende bepaling van de neutraliteit van het Gemeenschapsonderwijs, indien een inrichtende macht van het officieel gesubsidieerd onderwijs of van het niet confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs de beginselen van dat decreet in acht neemt.”.

Art. 3. Paragraaf 2*ter* van artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen door een paragraaf, luidend als volgt :

“§ 2*ter*. Indien een inrichtende macht één of meer bepalingen betreffende de toekenning van de in § 2 vermelde werkingssubsidies niet naleeft, stuurt de Regering haar een ingebrekestelling waarbij zij haar verzoekt, binnen een termijn van dertig schoolwerkdagen vanaf de datum van die ingebrekestelling, zich naar de overtreden bepaling(en) te schikken en de wettelijke toestand te herstellen.

Indien de inrichtende macht, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig schoolwerkdagen, het bewijs levert dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, worden de werkingssubsidies haar verder toegekend. De diensten van de Regering zullen echter, binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van het antwoord van de inrichtende macht, een controleopdracht moeten uitvoeren om zich ervan te vergewissen dat de overtreden bepaling(en) voortaan in acht worden genomen.

Indien de inrichtende macht, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig schoolwerkdagen, het bewijs niet levert dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, past de Regering haar een aftrekking van 5 % van de werkingssubsidies die gedurende het vorige schooljaar werden toegekend, toe.

Indien de inrichtende macht, na zes maanden na de beslissing tot aftrekking van 5 % van de werkingssubsidies, het bewijs nog altijd niet heeft geleverd dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de overtreden bepaling(en) na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, kan de Regering de toekenning van de werkingssubsidies voor een onbepaalde tijd onderbreken.

De werkingssubsidies worden door de Regering opnieuw toegekend op de datum, die door haar diensten worden vastgesteld, waarop alle subsidiëeringsvoorwaarden opnieuw in acht zullen worden genomen.”.

Art. 4. De paragrafen *2quater* tot *2sexies* van artikel 24 van dezelfde wet worden afgeschaft.

Art. 5. Paragraaf 7 van artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende paragraaf :

“§ 7. Wat het secundair onderwijs met volledig leerplan betreft :

a) heeft elke nieuwe oprichting van een graad, studiejaar of optie, in strijd met de programmatieregels bepaald in de artikelen 24 en 25 van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, of met de te bereiken oprichtingsnormen, tot gevolg dat de leerlingen die deze graad, dat studiejaar of die optie volgen, niet worden meegerekend voor de berekening van de werkingssubsidies, van het totaal aantal lestijden-leraar en de organieke formatie van het personeel dat niet met cursussen wordt belast. Die graad, dat schooljaar of die optie wordt hoe dan ook op het einde van het betrokken schooljaar gesloten. Zo niet, dan verliest de inrichting het recht op werkingssubsidies;

b) wanneer een inrichting voor gesubsidieerd secundair onderwijs met volledig leerplan, die de afschaffing van een optie, een studiejaar of een graad moet verrichten, die afschaffing niet voltrekt, worden de leerlingen die deze graad, dat studiejaar of die optie volgen, niet meegerekend voor de berekening van de werkingssubsidies, van het totaal aantal lestijden-leraar of de organieke formatie van het personeel dat niet met cursussen wordt belast. Die graad, dat studiejaar of die optie wordt hoe dan ook op het einde van het betrokken schooljaar gesloten. Zo niet, dan verliest de inrichting het recht op werkingssubsidies.”.

Art. 6. Het koninklijk besluit van 27 april 1982 houdende toepassing van de sancties bepaald in artikel 24, § 3, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals gewijzigd bij de wet van 18 september 1981, wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 43, § 4, van voornoemde wet, wordt 2° vervangen als volgt :

“2° de in artikel 24ter bepaalde ingebrekestelling verrichten”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 8. In het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt een hoofdstuk IVbis ingevoegd, luidend als volgt :

“HOOFDSTUK IVbis. — Fonds voor de oprichting van plaatsen in de schoolgebouwen van het leerplichtonderwijs

Art. 13bis. § 1. Het Fonds voor de oprichting van plaatsen of voor het behoud van de opvangcapaciteit in de schoolgebouwen van het leerplichtonderwijs is een administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Deze dienst staat onder het rechtstreekse gezag van de Minister bevoegd voor de schoolgebouwen.

§ 2. De geldmiddelen van dat fonds kunnen alleen worden aangewend in het kader van de oproep voor projecten bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en in artikel 2bis van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving.

Ze dienen tot :

- 1° de financiering, tot beloop van hoogstens 100 %, van projecten van het net van de Franse Gemeenschap tot versterking van de opvangcapaciteit ofwel door de uitbreiding of de nieuwe inrichting van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet voor schoolgebruik bestemd was, om het voor onderwijs te kunnen bestemmen, ten bedrage van een jaardotatie van 4.378.000 euro;
- 2° de financiering, tot beloop van hoogstens 100 %, van projecten van het gesubsidieerd officieel net tot versterking van de opvangcapaciteit ofwel door de uitbreiding of de nieuwe inrichting van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet voor schoolgebruik bestemd was, om het voor onderwijs te kunnen bestemmen, ten bedrage van een jaardotatie van 7.935.000 euro;
- 3° de financiering, tot beloop van hoogstens 100 %, van projecten van het vrij onderwijs tot versterking van de opvangcapaciteit ofwel door de uitbreiding of de nieuwe inrichting van een bestaande schoolinfrastructuur, ofwel door de aankoop en de inrichting van een gebouw of een terrein dat niet voor schoolgebruik bestemd was, om het voor onderwijs te kunnen bestemmen, ten bedrage van een jaardotatie van 7.687.000 euro.

De in het eerste lid, 1° tot 3°, bedoelde bedragen worden aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen op één januari van het betrokken jaar, gekoppeld aan het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2017.

Om de bestaande geldmiddelen onder hun leden het best te kunnen verdelen en voor zover dit in hun statuten bepaald is, kunnen de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten verplichten dat de projecten die worden ingediend door de inrichtende machten die bij deze inrichtende machten aangesloten zijn of met die een overeenkomst hebben gesloten een tegemoetkomingscijfer krijgen dat lager dan 100% is en geen maximaal tegemoetkomingscijfer per project overschrijden.

§ 3. In het kader van de in § 2, 3° bedoelde geldmiddelen, om een subsidie te kunnen genieten die hoger is dan 363.953,73 euro, geïndexeerd volgens index 180,04, die het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen van januari 2017 is, moet een inrichtende macht van het vrij gesubsidieerd onderwijs het zakelijke recht op de schoolgebouwen en/of het terrein bedoeld bij de bovenvermelde subsidie, zonder tegenprestatie, afstaan of, indien zij geen eigenares is, door de eigenaar doen afstaan aan een maatschappij voor vermogensbeheer, opgericht in de vorm van een VZW, die gemeenschappelijk is voor het geheel van de eigenaren van de scholen van hetzelfde karakter, ofwel enig voor de Gemeenschap, ofwel opgericht in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad, en in elke provincie van het Waalse Gewest.

Elke maatschappij voor vermogensbeheer heeft tot uitsluitend doel de overgedragen goederen voor de onderwijssector te bestemmen en heeft haar maatschappelijke zetel in haar territoriaal ambtsgebied.

De maatschappij voor vermogensbeheer kan alleen de gebouwen vervreemden die hun bestemming voor het onderwijs door toedoen van de inrichtende machten hebben verloren, en bestemt de opbrengst van de verkoop voor het onderhoud, de aankoop of de bouw van goederen voor het onderwijs.

Elke maatschappij wordt door een door de Regering benoemde Regeringscommissaris gecontroleerd. Deze woont alle vergaderingen van de beheersorganen (raad van bestuur en algemene vergadering) van de VZW bij, en heeft als opdracht de bestemming voor schoolgebruik van de door de maatschappij bedoelde gebouwen na te kijken. Elke vervreemding van een gebouw die bovenvermelde subsidie heeft gekregen, wordt hem voor instemming voorgelegd.

Als zij ontbonden worden, wordt hun vermogen kosteloos overgedragen aan een andere maatschappij van hetzelfde karakter die voldoet aan de in dit artikel bepaalde voorwaarden.

De Regeringscommissaris beschikt over een vetorecht tegen de beslissingen die worden genomen in strijd met de wettelijke bepalingen die op die VZW's toepasselijk zijn inzake bestemming van de overgedragen gebouwen voor onderwijs. De Regeringscommissaris krijgt bovendien de volgende opdrachten toegewezen :

- het algemeen belang, de wetten, decreten, ordonnanties, besluiten en statuten doen naleven;
- de toezichthoudende minister en de minister van begroting verslag uitbrengen over alle beslissingen van de beheersorganen die gevolgen kunnen hebben op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap;
- de toezichthoudende minister en de minister van begroting een met redenen omkleed schriftelijk verslag uitbrengen, wanneer de Regeringscommissaris ze op de hoogte brengt van het feit dat hij ernstige en samenhangende feiten heeft vastgesteld die de continuïteit van de vzw in het gedrang kunnen brengen of dat hij een belangenconflict heeft vastgesteld.

Daartoe, in het kader van de uitoefening van zijn ambt :

- kan de Regeringscommissaris toegang krijgen tot elk document dat hij als nuttig acht,
- kan hij het bespreken vragen van elk punt dat hij als nuttig acht,
- moet hij de vertrouwelijkheidsplicht naleven betreffende de inlichtingen waarvan hij kennis heeft.

Wanneer de wettelijke bepalingen van de federale overheid of de decreetale bepalingen van een deelstaat de in § 1 bedoelde eigenaar verbieden sommige van de bedoelde goederen over te dragen of die vervreemding onderwerpen aan de toelating van de overheid, en het overigens als onmogelijk blijkt de bovenvermelde wets- of decreetbepalingen te wijzigen of de toelating van de overheid te krijgen, kan de Regering, op de voordracht van de betrokken maatschappij voor vermogensbeheer, de tegemoetkoming van het fonds toelaten, mits de sluiting van een erfpacht met de wettelijk langst toegelaten duur met de maatschappij voor vermogensbeheer.

§ 5. In het kader van het opmaken of het aanpassen van de begroting van de Franse Gemeenschap, kan de Regering het bedrag van de in § 2 bedoelde dotaties naar beneden aanpassen indien :

- het verhoudingscijfer bedoeld in artikel 6, § 2, tweede lid, van het voormelde decreet van 29 juli 1992 en in artikel *2bis*, tweede lid, van het voormelde decreet van 13 juli 1998 hoger is dan 7% in alle zones of delen van zones met een demografische spanning;
- of indien de reserves van het fonds voor de oprichting van plaatsen in de schoolgebouwen die nog niet bestemd zijn voor projecten 250 % van één of meer geïndexeerde jaardotaties vertegenwoordigen.”.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan*

Art. 9. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt het eerste tot vierde lid van artikel 6, § 2, vervangen door de volgende leden :

“§ 2. De Regering organiseert een monitoring binnen de algemene dienst sturing van het onderwijsstelsel, voor het aanbod van schoolplaatsen in het gewoon secundair onderwijs.

Op grond van de resultaten van die monitoring, wijst de Regering elk jaar, in de loop van de maand september, één of meer onderwijszones of delen van onderwijszones aan waarin het aanbod van schoolplaatsen lager is dan de vraag, waarbij die zones of delen van zones worden beschouwd als zones met demografische spanning. De bepaling van die zones of delen van zones steunt op de volgende criteria :

- 1° een geraamd verhoudingscijfer van plaatsen die in de gemeenten beschikbaar zijn, waarbij het aantal plaatsen kunnen worden bepaald die op te richten zijn in elke gemeente die over minstens één inrichting voor leerplichtonderwijs beschikt, om een aanbod van plaatsen te creëren dat hoger ligt dan het aantal schoolgaande leerlingen. Dat verhoudingscijfer is gelijk aan of lager dan 10 % van de som van de plaatsen die beschikbaar zijn in de scholen van de gemeente, zoals geraamd door de algemene dienst sturing van het onderwijssysteem;
- 2° een uitvoerpercentage waarbij de gemeenten kunnen worden bepaald waarin minder leerlingen schoollopen dan deze die op hun grondgebied wonen. Dat percentage is hoger dan of gelijk aan 10 % van het aantal leerlingen die in de gemeente wonen;
- 3° een afstand in kilometer tussen de middelpunten van de veelhoeken van de uitvoergemeenten en de middelpunten van de veelhoeken van de gemeenten die onder het in 1) verhoudingscijfer liggen. Die afstand is korter dan of gelijk aan 10 kilometer;
- 4° een referentiejaar waarvoor de resultaten worden voortgebracht. Dat referentiejaar stemt overeen met 5 bijkomende jaren vanaf het jaar van de bepaling van de zones of delen van zones met demografische spanning.

In de zones of delen van zones die op grond van de vier in het vorige lid bedoelde criteria worden bepaald, stelt de Regering een minimumaantal op te richten plaatsen vast dat overeenstemt met de som van de plaatsen die noodzakelijk zijn om een verhoudingscijfer van minstens 7 % in elke gemeente ervan te bereiken. Zij doet, in de loop van de maand oktober, een oproep voor projecten tot alle inrichtende machten om de geldmiddelen te kunnen genieten die bepaald zijn, naar gelang van het geval, in artikel *13bis*, § 2, 1°, in artikel *13bis*, § 2, 2°, en in artikel *13bis*, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Komen alleen in aanmerking, de projecten die in een zone of deel van een zone met demografische spanning worden georganiseerd, waarbij de opening van minstens 25 schoolplaatsen mogelijk wordt gemaakt.

De Regering bepaalt de voorrangscriteria en de nadere regels voor de oproep voor projecten.

De voorrangscriteria moeten het mogelijk maken om de doeltreffendheid van de voorgestelde projecten te beoordelen, inzonderheid op het vlak van hun fysieke omgeving en van de graad van demografische spanning in de betrokken zone of in het betrokken deel van een zone of de evolutie ervan.

De antwoorden op de oproep voor projecten worden door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, of bij ontstentenis daarvan, door de inrichtende machten zelf voor uiterlijk 15 maart gestuurd.

Indien een inrichtende macht op de oproep voor projecten wenst te antwoorden in het kader van een aanvraag om oprichting of toelating tot subsidies van een schoolinrichting, is de procedure bepaald in artikel 24, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving van toepassing in geval van aanvraag om toelating tot de subsidies van die inrichting, en wordt het gunstig advies van de algemene overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs bij de oproep voor projecten gevoegd.

Voor uiterlijk 15 mei, worden de antwoorden op de oproep voor projecten, enerzijds, door de administratie bevoegd voor de infrastructuur, en, anderzijds, door de instanties die aan de in het eerste lid bedoelde monitoring deelnemen, onderzocht, elk voor hun bevoegdheden.

De in het vorige lid bedoelde autoriteiten leggen vervolgens hun analyse om advies voor aan de karakteroverschrijdende commissie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De karakteroverschrijdende commissie brengt de Regering haar advies voor uiterlijk 15 juni uit, en stuurt daarmee de analyse van de administratie belast met de infrastructuur en de analyse van de instanties die aan de monitoring deelnemen.

De Regering beslist over de toekenning van subsidies voor uiterlijk 30 juli.

Indien een inrichtende macht heeft geantwoord op de oproep voor projecten in het kader van een aanvraag om oprichting of van toelating tot de subsidies van een nieuwe schoolinrichting, spreekt de Regering zich over die twee punten voor 30 juli uit.”.

Art. 10. In het voormelde decreet van 29 juli 1992, in artikel 16^{quater} (1), eerste lid, worden de woorden “of in uitzonderlijke omstandigheden in verband met de bouw van klassen of een plotselinge toestroming van leerlingen” geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs

Art. 11. In het decreet van 5 juli 1993 houdende oprichting van zes publiekrechtelijke maatschappijen belast met het bestuur van de schoolgebouwen van het door de overheid ingerichte onderwijs, wordt artikel 8, tweede lid, vervangen door de volgende leden :

“De commissarissen wonen met adviserende stem de vergaderingen van de beheersorganen van de maatschappij bij en beschikken over ruime bevoegdheden voor de uitoefening van hun opdrachten. Die opdrachten zijn de volgende :

- het algemeen belang, de wetten, decreten, ordonnanties, besluiten en statuten doen naleven;
- de bestemming voor schoolgebruik van de door de maatschappij beheerde gebouwen nakijken;
- de Regering verslag uitbrengen over alle beslissingen die gevolgen op de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap zouden kunnen hebben;
- de Regering een met redenen omkleed schriftelijk verslag uitbrengen, wanneer ze ernstige en samenhangende feiten hebben vastgesteld die de continuïteit van de vzw in het gedrag kunnen brengen of wanneer ze een belangenconflict hebben vastgesteld.

Daartoe, in het kader van de uitoefening van hun ambt :

- kunnen de Regeringscommissarissen toegang krijgen tot elk document dat zij als nuttig achten,
- kunnen zij het bespreken vragen van elk punt dat zij als nuttig achten,
- moeten zij de vertrouwelijkheidsplicht naleven betreffende de inlichtingen waarvan zij kennis hebben.

Elke vervreemding van een gebouw dat de hierboven subsidie heeft genoten, wordt hun voor toestemming voorgelegd. De commissarissen beschikken overigens over een vetorecht tegen de beslissingen die werden genomen in strijd met de wettelijke bepalingen die op die VZW's toepasselijk zijn inzake bestemming voor onderwijsgebruik van de overgedragen gebouwen.”.

HOOFDSTUK V. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 12. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, wordt artikel 2^{bis} vervangen als volgt :

“Artikel 2^{bis}. De Regering organiseert een monitoring binnen de algemene dienst sturing van het onderwijsstelsel, voor het aanbod van schoolplaatsen in het gewoon basisonderwijs.

Op grond van de resultaten van die monitoring, wijst de Regering elk jaar, in de loop van de maand september, één of meer onderwijszones of delen van onderwijszones aan waarin het aanbod van schoolplaatsen lager is dan de vraag, waarbij die zones of delen van zones worden beschouwd als zones met demografische spanning. De bepaling van die zones of delen van zones steunt op de volgende criteria :

- 1° een geraamd verhoudingscijfer van plaatsen die in de gemeenten beschikbaar zijn, waarbij het aantal plaatsen kunnen worden bepaald die op te richten zijn in elke gemeente die over minstens één inrichting voor leerplichtonderwijs beschikt, om een aanbod van plaatsen te creëren dat hoger ligt dan het aantal schoolgaande leerlingen. Dat verhoudingscijfer is gelijk aan of lager dan 10 % van de som van de plaatsen die beschikbaar zijn in de scholen van de gemeente, zoals geraamd door de algemene dienst sturing van het onderwijssysteem;
- 2° een uitvoerpercentage waarbij de gemeenten kunnen worden bepaald waarin minder leerlingen schoollopen dan deze die op hun grondgebied wonen. Dat percentage is hoger dan of gelijk aan 10 % van het aantal leerlingen die in de gemeente wonen;
- 3° een afstand in kilometer tussen de middelpunten van de veelhoeken van de uitvoergemeenten en de middelpunten van de veelhoeken van de gemeenten die onder het in 1° verhoudingscijfer liggen. Die afstand is korter dan of gelijk aan 10 kilometer;

4° een referentiejaar waarvoor de resultaten worden voortgebracht. Dat referentiejaar stemt overeen met 5 bijkomende jaren vanaf het jaar van de bepaling van de zones of delen van zones met demografische spanning.

In de zones of delen van zones die op grond van de vier in het vorige lid bedoelde criteria worden bepaald, stelt de Regering een minimumaantal op te richten plaatsen vast dat overeenstemt met de som van de plaatsen die noodzakelijk zijn om een verhoudingscijfer van minstens 7 % in elke gemeente ervan te bereiken. Zij doet, in de loop van de maand oktober, een oproep voor projecten tot alle inrichtende machten om de geldmiddelen te kunnen genieten die bepaald zijn, naar gelang van het geval, in artikel 13bis, § 2, 1°, in artikel 13bis, § 2, 2°, en in artikel 13bis, § 2, 3°, van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Komen alleen in aanmerking, de projecten die in een zone of deel van een zone met demografische spanning worden georganiseerd, waarbij de opening van minstens 25 schoolplaatsen mogelijk wordt gemaakt.

De Regering bepaalt de voorrangscriteria en de nadere regels voor de oproep voor projecten.

De voorrangscriteria moeten het mogelijk maken om de doeltreffendheid van de voorgestelde projecten te beoordelen, inzonderheid op het vlak van hun fysieke omgeving en van de graad van demografische spanning in de betrokken zone of in het betrokken deel van een zone of de evolutie ervan.

De antwoorden op de oproep voor projecten worden door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen, of bij ontstentenis daarvan, door de inrichtende machten zelf voor uiterlijk 15 maart gestuurd.

Indien een inrichtende macht op de oproep voor projecten wenst te antwoorden in het kader van een aanvraag om oprichting of toelating tot subsidies van een inrichting of een vestiging, is de procedure bepaald in artikel 24, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving van toepassing in geval van aanvraag om toelating tot subsidies van die inrichting of van die vestiging, en wordt het gunstig advies van de algemene overlegraad voor het gewoon secundair onderwijs bij de oproep voor projecten gevoegd.

Voor uiterlijk 15 mei, worden de antwoorden op de oproep voor projecten, enerzijds, door de administratie bevoegd voor de infrastructuur, en, anderzijds, door de instanties die aan de in het eerste lid bedoelde monitoring deelnemen, onderzocht, elk voor hun bevoegdheden.

De in het vorige lid bedoelde autoriteiten leggen vervolgens hun analyse om advies voor aan de karakteroverschrijdende commissie bedoeld in artikel 11 van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De karakteroverschrijdende commissie brengt de Regering haar advies voor uiterlijk 15 juni uit, en stuurt daarmee de analyse van de administratie belast met de infrastructuur en de analyse van de instanties die aan de monitoring deelnemen.

De Regering beslist over de toekenning van subsidies voor uiterlijk 30 juli.

Indien een inrichtende macht heeft geantwoord op de oproep voor projecten in het kader van een aanvraag om oprichting of van toelating tot subsidies van een nieuwe inrichting of van een nieuwe vestiging, spreekt de Regering zich over die twee punten voor 30 juli uit."

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs*

Art. 13. In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs, wordt artikel 142 vervangen als volgt :

"Artikel 124. In het gesubsidieerd onderwijs, indien de directie van een school in de zin van artikel 2 van dit decreet niet wordt waargenomen door een door een wedde-subsidie gesubsidieerd en bezoldigd personeelslid, stuurt de Regering de inrichtende macht een ingebrekestelling waarbij zij haar verzoekt, binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de datum van die ingebrekestelling, zich naar de voormelde bepalingen te schikken en de wettelijke toestand te herstellen. De Regering kan die bevoegdheid aan de functioneel bevoegde minister delegeren.

Indien de inrichtende macht, binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig kalenderdagen, het bewijs niet heeft geleverd dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om de voormelde bepalingen na te leven en om de wettelijke toestand te herstellen, verliest ze, voor een hierna bepaalde duur, het voordeel van 20 % van de subsidies die worden toegekend overeenkomstig artikel 24, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De in het vorige lid bedoelde periode begint op het einde van de termijn van dertig kalenderdagen, en loopt tot de dag waarop de inrichtende macht het bewijs heeft geleverd dat zij de noodzakelijke maatregelen heeft genomen om zich naar de voormelde bepalingen te schikken en om de wettelijke toestand te herstellen."

De werkingsubsidies worden door de Regering opnieuw toegekend op de datum die door haar diensten worden vastgesteld, waarbij alle subsidiëeringsvoorwaarden opnieuw in acht zullen worden genomen."

HOOFDSTUK VII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 14. In het decreet van 16 november 2007 betreffende het prioritaire programma voor werken aan de schoolgebouwen van het gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs, van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs en van het secundair onderwijs voor sociale promotie, van het kunstonderwijs met beperkt leerplan, van de psycho-medisch-sociale centra alsook van de internaten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, wordt artikel 6, § 4 vervangen door de volgende paragraaf :

"Voor het doel 5° van artikel 4, kunnen de in het kader van dit decreet gesubsidieerde werken geenszins als doel hebben nieuwe plaatsen in de begunstigde vestiging op te richten, behoudens een door de Regering toe te staan afwijking. Die afwijking is automatisch indien de oprichting van plaatsen één enkele klas betreft en niet de eerste doelstelling van het project is."

Art. 15. In hetzelfde decreet, in artikel 7, wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“§ 1/1. Er wordt een jaarlijks bedrag van 4 miljoen euro toegekend, met inachtneming van de in artikel 5, § 2 van dit decreet bedoelde lijsten van de investeringsprojecten die in aanmerking komen, aan de vestigingen met een laag bezettingscijfer, en aan de vestigingen van inrichtingen met een resultaatafwijking, zoals bedoeld in artikel 67/2, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren. De Regering bepaalt het begrip vestiging met een laag bezettingscijfer, alsook de nadere regels voor de verzending aan de Regering van de gegevens betreffende de in dit lid bedoelde vestigingen.

Dat jaarlijkse bedrag wordt aangepast aan het algemene indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari van het betrokken jaar, gekoppeld aan het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen op 1 januari 2017.

Indien een deel van dat bedrag op 1 september nog niet werd vastgelegd, komt dat saldo bij de in artikel 7 van dit decreet bedoelde jaarlijkse kredieten.”.

Art. 16. In het voormelde decreet van 16 november 2007, in artikel 7, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het derde lid van de Franse tekst, wordt het woord “scolaire” ingevoegd tussen de woorden “la population” en de woorden “de l’enseignement secondaire artistique”;
- er wordt een nieuw vierde lid toegevoegd, luidend als volgt : “Voor het vrij gesubsidieerd onderwijs, worden de kredieten bedoeld in § 1 en in het tweede lid van deze paragraaf over drie begrotingen verdeeld : die van de scholen die aangesloten zijn bij of een overeenkomst hebben gesloten met de federatie van inrichtende machten met een confessioneel karakter, die van scholen die aangesloten zijn bij of een overeenkomst hebben gesloten met de federatie van inrichtende machten met een niet confessioneel karakter, en die van scholen die noch aangesloten zijn bij noch een overeenkomst hebben gesloten met de federatie van inrichtende machten van hun karakter.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Inwerkingtreding*

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2017, behalve de artikelen 8 en 15, die op 1 januari 2018 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 juli 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-CL. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 491-1. — Verslag, nr. 491-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juli 2017.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2017/13013]

19 JUILLET 2017. — Décret relatif au prix d’hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale et définitions*

Article 1^{er}. Pour l’application du présent décret, on entend par :

- 1° « la loi sur les hôpitaux » : la loi sur les hôpitaux et autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008;
- 2° « l’hôpital universitaire », ci-après dénommé « l’hôpital » :
 - a) le Centre hospitalier universitaire de Liège;
 - b) les Cliniques universitaires Saint-Luc à Woluwé-Saint-Lambert;
 - c) les Cliniques universitaires de Mont-Godinne;
 - d) l’Hôpital Erasme à Anderlecht;
- 3° « l’Administration » : l’Administration générale de l’Infrastructure du Ministère de la Communauté française;